



Face au déni et à l'omerta, à l'ENAP comme partout à la DAP, libérons la parole et ne nous taisons plus !

Suite aux collages féministes dénonçant la politique de l'Enap vis à vis des violences sexistes et sexuelles et des violences conjugales qui auraient été commises en son sein, la réponse de l'école et de son administration de tutelle ont été en deçà de tout et en contradiction profonde avec l'ampleur du problème et les intérêts des agent.e.s et victimes.

Plutôt que de chercher à s'interroger sur le fondement de ce qui a conduit à cette action, de s'engager immédiatement à prendre toute mesure pour prévenir et endiguer le sexisme ambiant et l'indispensable accompagnement des victimes ou recueil de leur parole ; l'ENAP, relayée par la DAP, n'ont su, au contraire, comme pour appuyer et révéler plus encore le patriarcat qui les caractérisent, que porter plainte contre les messenger.e.s et réunir les promos présentes sur site pour leur livrer un discours d'auto-satisfaction inepte, tout en menaçant les personnels qui oseraient parler ou témoigner de la réalité !

L'ENAP refuse de s'interroger, la preuve en est : la CGT IP a sollicité une audience afin d'échanger avec la direction et la conduire à enfin agir pour les victimes. Leur réponse, peu surprenante mais toujours plus désolante : une fin de non-recevoir actant la fin du dialogue avec la CGT IP lorsque la direction n'y sera pas contrainte (instances) jugeant notre dernier écrit fallacieux et insultant.

La CGT IP dénonce de longue date le fonctionnement et les agissements patriarcaux au sein de la DAP, les multiplications de comportements sexistes totalement décomplexés et tolérés, l'incurie des procédures de prise en charge et d'accompagnement des victimes, une politique RH qui engendre des inégalités de fait entre les hommes et les femmes à tous les niveaux...

L'aveuglement et l'absence de remise en question, de manières apparemment délibérée, décomplexée et assumée, dans lesquels s'enferme l'administration pour ne pas affronter une vérité et une responsabilité qui l'engagent pourtant, sont inacceptables.

Pour la CGT IP, la peur et la honte doivent changer de camp ! L'ENAP se doit d'assurer aux victimes la possibilité de poursuivre la formation de manière sereine et prendre si nécessaire des mesures conservatoires contre les mis en cause.

Le soutien et la solidarité de l'ensemble de l'administration pénitentiaire comme de l'école qui forment ses personnels doivent aller aux victimes, pas aux auteurs.

Face aux dénis de l'ENAP et de la DAP, opposons la parole et confrontons les à la réalité !

Victimes, témoins, si l'Administration souhaite fermer les yeux, la CGT IP vous propose, elle, son écoute !

Face aux tentatives d'imposer l'omerta dans notre administration, la CGT IP est et sera toujours au côté des personnes victimes ou témoins de faits de violences sexistes ou sexuelles, de menace ou de discrimination !

Montreuil, le 24 juillet 2023